la cgt transports

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les transports urbains ne sont pas des auxiliaires de sécurité

La Fédération des Transports CGT dénonce avec la plus grande fermeté l'utilisation de bus de la Compagnie des Transports Strasbourgeois (CTS) et des Transports de l'Eurométropole de Metz (TEM) ainsi que la mobilisation de leur personnel comme auxiliaires de sécurité des forces de l'ordre lors de la journée d'action interprofessionnelle du 5 novembre 2026.

La CTS est l'entreprise publique (détenue par l'Eurométropole et la région avec une assistance technique de Keolis) de l'Eurométropole de Strasbourg et la TEM est l'opérateur semi-privé (détenue à 60% par l'Eurométropole de Metz et 40% par Keolis) exploitant les réseaux de transport public de voyageurs sur leur territoire respectif.

Or, ce jeudi 5 novembre 2026, les préfectures ont réquisitionné, avec l'accord des directions d'entreprise qui ont mis à disposition leurs personnels présents, des bus de leur compagnie pour conduire aux postes de polices des manifestants en particulier de jeunes mineurs, interpellés alors qu'ils étaient venus manifester pacifiquement pour faire entendre leurs légitimes revendications.

Ces réquisitions de bus soulèvent de sérieuses questions : celles de la sécurité des manifestants transportés dans un véhicule non adapté à cet usage, mais aussi celles des conséquences pour les agents des entreprises de transports publics en matière de sécurité et d'image. Ces derniers risquent d'être assimilés à des auxiliaires des forces de répression et d'être pris à partie par les usagers du service public.

Nous dénonçons avec la plus grande fermeté cet amalgame entre service public de transport et répression policière. Les bus ne sont ni des fourgons ni des « paniers à salade » des forces de l'ordre et ne peuvent en aucun cas être des véhicules supplétifs des forces de l'ordre.

Chaque jour, les agents des entreprises de transports urbains assurent le service public avec professionnalisme et abnégation au regard du manque de moyens humains, matériels et financiers dans un environnement urbain de plus en plus difficile. Le manque de moyens pèse tant sur la réponse aux besoins de transport des citoyens que sur la satisfaction de leurs revendications : augmentation des salaires, amélioration des conditions de travail et reconnaissance de la pénibilité de leur métier.

La Fédération apporte tout son soutien aux syndicats CGT des réseaux de Strasbourg et de Metz, qui ont très rapidement réagi par voie de communiqués et de tracts ainsi que le déclenchement d'alarme sociale et de CSE extraordinaire pour dénoncer ce détournement du service public. Les agents des entreprises de transports urbains ne sont pas des auxiliaires des forces de répression. Comme l'ensemble des autres manifestants présents ce jour-là, ils subissent eux aussi les conséquences des politiques d'austérité de dix ans de macronisme.

Montreuil, le 10 novembre 2026